



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

27 février 2026

UN PROTOCOLE D'ACCORD POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET « MAISON DES SERVICES » SIGNE

Lomé, 27 fév. (ATOP) – Un protocole d'accord pour la mise en œuvre du projet « Maison des services » a été signé, le vendredi 27 février à Lomé, entre le ministre de l'Economie et de la veille stratégique, Badanam Patoki et le directeur général de l'entreprise « ABN Engineering & consulting », Nabil Abid.

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement togolais et la France à travers le Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP). Il vise à transformer les marchés togolais en des plateformes intégrées de services, capables d'offrir aux opérateurs économiques les outils indispensables à une activité moderne, structurée et compétitive. Cette transformation consistera à relever les défis auxquels sont confrontés les marchés, notamment en matière de sécurisation et de conservation des produits agricoles, de même que l'insuffisance des équipements modernes de pesage pour garantir la transparence et la fiabilité des échanges commerciales.

Pour la phase pilote, les marchés d'Adidogomé et de Djidzénou sont retenus. Au minimum une vingtaine de « Maisons de services » seront construites sur une superficie de 250 m² par marché dans le souci de préserver les espaces d'étalages à l'issue de cette phase pilote.



Signature d'accord entre le ministre et M. Nabil Abid

SOMMAIRE

NOUVELLES DES PREFECTURES	2-10
NOUVELLE DE L'ETRANGER	11-13
SPORTS	13-15

Elles sont des bâtiments de quatre compartiments qui seront dédiés, entre autres, à l'installation de balances modernes certifiées pour assurer la transparence des transactions ; à la transformation des produits secs à travers la mise en place de moulins multiproduits et des ensacheuses ; à la conservation des produits frais par l'installation des conteneurs frigorifiques d'une contenance de 60 m³ chacun et au renforcement des capacités des acteurs économiques par la création de salles de formation pour sensibiliser les commerçants et producteurs aux bonnes pratiques commerciales.



Les participants

Pour le ministre Badanam Patoki a salué ce projet qu'il inscrit dans une approche de développement durable, précisant que les bâtiments seront écologiques et autonomes en énergie grâce à l'utilisation de panneaux solaires.

Le directeur général de l'entreprise « ABN Engineering & consulting » a indiqué que ces maisons permettront d'accroître les revenus des commerçants et de réduire les pertes des produits par la conservation.

La signature du protocole d'accord a été sanctionnée par la pose de la première pierre sur les sites.

Les autorités administratives, les partenaires, les membres du comité de pilotage du projet et de l'unité de gestion du projet ont pris part à la cérémonie. ATOP/EAG/BA/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

LES PARLEMENTAIRES DE ZIO ECHANGENT AVEC LEURS POPULATIONS SUR LEURS ACTIVITES

Tsévié, 27 fév. (ATOP) - Les parlementaires de la préfecture de Zio, issus du parti Union pour la République (UNIR) ont échangé avec leurs populations sur leurs activités, lors d'une tournée du 23 au 27 février.

La tournée s'inscrit dans le cadre des activités d'intercession du premier trimestre 2026 des parlementaires. L'objectif est de rendre compte de leurs activités à leur base comme l'exige la cinquième République.

Ce devoir républicain est porté par les quatre députés et le sénateur de la circonscription électorale de Zio. Il a connu la participation des élus locaux, des chefs traditionnels, des membres des Comités villageois de développement (CVD) et ceux des Comités de développement des quartiers (CDQ), des représentants des jeunes, femmes et des syndicalistes.

Les parlementaires se sont rendus successivement à Kovié, Agbelouvé et Tsévié, respectivement chefs-lieux des communes Zio 2, 3 et 1. Partout, les membres du parlement sont revenus sur leur rôle, celui de voter les lois et de contrôler l'action du gouvernement. Ils ont expliqué à la population leur travail durant l'année 2025. Ils ont cité, entre autres, le vote des lois de règlement de l'exécution du budget 2020 et 2021 ; de la loi

autorisant la prorogation de l'état d'urgence sécuritaire ; celle relative à la lutte contre les changements climatiques, et le vote de la loi portant sur le régime juridique applicable aux entreprises publiques au Togo ainsi que celle de la loi de finances 2026.



L'assistance à l'étape de Zio 1



Le député Tsolenyanu (micro) dans son intervention

En outre, ces parlementaires ont présenté et expliqué les trois piliers phares sur lesquels le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, à la tête du gouvernement, entend placer désormais la gouvernance du pays à savoir : « Protéger, rassembler et transformer » qui constituent le socle de l'action publique.

Les échanges ont permis aux participants d'être mieux éclairé sur leurs préoccupations. Ils ont également formulé des doléances qui seront transmises à qui de droit afin de trouver des solutions adéquates aux problèmes que rencontrent les populations de Zio.

Les populations ont témoigné leur reconnaissance aux députés et au sénateur pour cette initiative. Elles ont souhaité que ces genres de rencontres se multiplient pour des échanges sur leurs activités et préoccupations. Elles ont pris l'engagement d'aller faire une large diffusion de ce message aux autres dans leurs milieux respectifs.

M. Djidomelé et Mme Akouvi, participants, ont salué la démarche des parlementaires qui témoigne de leur volonté d'être plus proche des populations. « J'apprécie nos parlementaires qui sont venus nous parler et nous rendre compte de ce qu'ils font pour nous. Je les encourage à continuer dans ce sens », a souligné M. Djidomelé.

A l'issue des échanges à Tsévié, les membres du parlement ont visité la maison des jeunes et de la femme.

La tournée prend fin ce vendredi avec l'étape de Gapé-Centre dans la commune Zio 4. ATOP/BBG/BA

DISTRICT SANITAIRE DE KERAN :

DES AVANCEES SIGNIFICATIVES RELEVES DANS DES INDICATEURS CLES ENTRE 2024 ET 2025

Kantè, 27 fév. (ATOP) – La revue des activités du district sanitaire de Kéran révèle une amélioration notable de plusieurs indicateurs clés entre 2024 et 2025, selon les résultats présentés, les 26 et 27 février à Kantè.

D'après le rapport, le taux d'utilisation des services de santé est passé de 68,4 % en 2024 à 74,5 % en 2025. La couverture des consultations prénatales a progressé de 46,6 % à 54,8 %. Le taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié dans les formations sanitaires a également évolué, passant de 92,03 % à 100,3 %. Sur le plan de la vaccination, la couverture en Penta 3 est passée de 100,5 % à 125,9 %, tandis que celle du vaccin RR2 a augmenté de 82,7 % à 117,3 %.

Les travaux, ponctués par des exposés, des présentations de rapports et des débats, ont permis d'évaluer les activités menées au cours de l'année écoulée, d'identifier

les difficultés rencontrées et de formuler des recommandations en vue d'améliorer davantage les indicateurs essentiels de santé au bénéfice des populations. Les participants ont également examiné le niveau de mise en œuvre des recommandations issues des Plans d'action opérationnels (PAO).



La table d'honneur



Vue partielle des participants

Le directeur préfectoral de la Santé, Dr Attipoé Yawovi Mawuena a souligné que cette revue constitue un cadre d'évaluation des performances du système de santé local au regard des Objectifs de développement durable (ODD) et du Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2023-2027. Il a exhorté les acteurs à privilégier des échanges francs et constructifs pour consolider les acquis et améliorer la qualité des prestations sanitaires.

La rencontre a pris fin avec la remise d'attestations à plusieurs agents pour leurs performances et les services rendus.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du préfet de la Kéran, Douti N'Sarma Mabiba, du maire de la commune Kantè 1, Mme Agbandao Kounon Nahou, et de la représentante du directeur régional de la Santé, Mme Piyo Bidew. ATOP/PAP/AO

DANYI :

LE NOUVEAU PREFET PREND CONTACT AVEC LES CHEFS DE SERVICES DE LA PRÉFECTURE

Apéyémé, 27 fév. (ATOP) - Le nouveau préfet de Danyi, Amavi Koumagnanou a échangé avec les chefs de services déconcentrés et décentralisés de la préfecture lors d'une réunion de prise de contact, le jeudi 26 février à Apéyémé.



Vue de l'assistance



Table d'honneur

La rencontre a permis au préfet, de connaître les chefs et responsables de services et de recueillir des informations sur les structures qui existent dans la préfecture. Les échanges ont aussi porté sur leur collaboration et la réussite de sa mission.

Le représentant du pouvoir central a manifesté sa gratitude au Président du Conseil pour cette mission qui lui a été confiée. Il a exhorté ses collaborateurs à travailler dans un esprit de discipline administrative, de collaboration, de rigueur, de transparence, de

courtoisie et du respect de toutes les institutions de la République. M. Koumagnanou a également évoqué avec son assistance sur certaines règles de la vie sociale, notamment l'importance de la paix, de la cohésion sociale et de sécurité ainsi que d'autres sujets liés à l'épanouissement et au développement communautaire. Il a remercié sa population pour l'accueil réservé à lui lors de sa prise de fonction.

Le secrétaire général de la préfecture de Danyi, Alassani Djetaba a fait une brève présentation sur le décret de mai 2025 fixant les attributions des préfets ainsi que l'organisation et le fonctionnement des services de préfecture. Il a rappelé entre autres que le préfet est placé sous l'autorité hiérarchique du gouverneur et a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif, du respect des lois et l'ordre public dans la préfecture. Il a, également notifié que le préfet a compétence pour signer les contrats au nom de l'Etat notamment avec les communes, suivant les instructions du gouverneur. Pour l'accomplissement de ses missions, a-t-il dit, le préfet dispose d'un cabinet et d'un secrétariat général. Les chefs ont promis leur soutien indéfectible au préfet pour qu'il puisse accomplir sa mission pour le bien-être social et le développement harmonieux de la préfecture. ATOP/SKD/GMM

LACS/ENVIRONNEMENT :

LE RAPPORT PROVISOIRE DU MANUEL DE GESTION DES BOSQUETS SACRÉS DES COMMUNES VALIDÉ



Les participants

Aného, 27 fév. (ATOP) - Le rapport provisoire du manuel de planification et de gestion des bosquets sacrés des communes Lacs 1, 2 et 4 et Vo 2 a été validé à l'issue d'un atelier, le jeudi 26 février à Aného.

Ce manuel est un outil pour améliorer la gouvernance locale des forêts sacrées ou encore des bosquets sacrés en conciliant la conservation biologique, la sauvegarde environnementale et le respect de l'identité socio culturelle. Il prend en compte l'inventaire floristique des bosquets sacrés (des espaces à forte valeur écologique, spirituelle et culturelle), la caractérisation socio culturelle et une proposition d'un plan de zonage. Le document est axé sur une approche méthodologique, un diagnostic des potentialités des forêts sacrés et une proposition d'aménagement et de gestion du réseau des bosquets sacrés.

L'élaboration de ce manuel est portée par l'Institut africain pour le développement économique et social-centre africain de formation (INADES-Formation-Togo). Elle s'inscrit dans la mise en œuvre de son projet Action climatique féministe en Afrique de l'ouest (ACF-AO) soutenu par Inter Pares, Suco et Affaires Mondiales Canada. Dans le cadre de cette élaboration, une étude a permis de cartographier le réseau des bosquets sacrés basé sur une approche diachronique, de décrire la biodiversité du réseau des bosquets sacrés des communes cibles et de caractériser la socio-éco culturelle du réseau.

Le rapport mentionne des recommandations relatives au bornage des sites afin de renforcer leur conservation, à la promotion de la sensibilisation environnementale et à l'éducation dans les villages en vue du respect des interdits culturels et soutenir la conservation. D'autres propositions concernent la mise en œuvre du plan de zonage en synergie avec les riverains et autres acteurs clés, l'inclusion des femmes et des jeunes dans les comités de gestion pour garantir une approche climatique féministe et inclusive et le développement des mécanismes de financement durable.

L'atelier a réuni des représentants des collectivités territoriales, des chefs traditionnels et coutumiers et des gestionnaires des forêts sacrées. Des représentants des services de l'Etat dont celui de la direction régionale en charge, des Ressources forestières de la Maritime, Cne Amadou Sounka Abibatou et le secrétaire général de la commune Lacs 1, Noumonvi Komi ainsi que plusieurs acteurs de la société civile impliqués dans la préservation du patrimoine naturel et culturel ont également pris part à la rencontre. Les travaux en commission leur ont permis d'apporter des observations et des recommandations visant à renforcer la cohérence du document, à préciser les rôles des parties prenantes et à intégrer davantage les réalités socio culturelles des communes concernées.

Le chef projet ACF-AO à l'INADES-Formation-Togo, Nouanou Laré Damgala a souligné que ce manuel constituera un outil de référence pour la conservation durable des bosquets sacrés et la promotion d'une gestion participative au niveau de chaque commune. ATOP/DK/BV

CENTRALE/CAMPAGNE NATIONALE DE DISTRIBUTION DE MOUSTIQUAIRES :
LES ACTEURS DE COMMUNICATION ET POINTS FOCaux BRIEFES A SOKODE

Sokodé, 27 fév. (ATOP) - Des journalistes et points focaux de la santé de la région Centrale ont été briefés au cours de l'atelier sur la campagne nationale de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticides (MII) 2026, le mercredi 25 février à Sokodé.

Organisé par la direction régionale de la Santé, ce briefing intervient dans le cadre des activités préparatoires de cette campagne. Cette activité est jugée nécessaire pour la réussite de la mobilisation sociale sur cette initiative en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux d'élimination du paludisme à l'horizon 2030.

La rencontre a permis de renforcer les capacités des acteurs des médias et des points focaux, promotions de la santé, pour assurer une communication efficace et harmonisée de la campagne.

Les participants ont été formés sur les stratégies de communication, le dénombrement, l'entretien des MII et la mobilisation communautaire. La séance a aussi permis d'élaborer des plans médias pour une large diffusion de l'information. Les recommandations des acteurs de communication ont été recueillies pour renforcer la mobilisation communautaire.

Durant la campagne, les agents mobilisés seront équipés de smartphones ou de tablettes pour l'enregistrement des données des ménages bénéficiaires. Chaque ménage recensé, aura un identifiant unique lui permettant de recevoir la moustiquaire. La distribution des MII se fera sur les sites fixes. Le processus de recensement des ménages s'étendra sur une période de 12 jours et chaque foyer recevra une moustiquaire pour deux personnes.

Le directeur régional de la Santé, Dr N'djao Akawulu a souligné que le paludisme est une maladie parasitaire potentiellement mortelle mais qui peut être évitée grâce à l'utilisation convenable de moustiquaires imprégnées. Il encourage les parties prenantes à améliorer la qualité de la communication sur cette campagne afin d'atteindre les objectifs assignés. « Recevoir les moustiquaires est une étape mais les utiliser correctement est crucial », a-t-il conclu



Les participants

La chargée de communication et de partenariat au Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), Ekpé Délali a exhorté les participants à s'activer pour que les informations sur cette campagne atteignent les populations les plus reculées avant son démarrage. ATOP/TAA/MEK/KYA

UNE TABLE RONDE REUNIT LES ACTEURS IMPLIQUES DANS L'OPERATION « TOGO PROPRE » A SOKODE

Sokodé, 27 fév. (ATOP) – Une table ronde a réuni les acteurs impliqués dans l'opération de salubrité publique « Togo Propre » le jeudi 26 février à Sokodé.

L'activité est initiée par le ministère de la Justice et des droits humains, en charge de l'Education à la citoyenneté. Elle fait suite à celle tenue à Lomé, avec les acteurs concernés par cette initiative. Cette table ronde a permis de recueillir les avis, suggestions et propositions des premières personnes impliquées dans cette activité au niveau du chef-lieu de région dans l'optique d'améliorer le travail qui se fait déjà dans les communes.



Les participants en activité

Au cours des échanges, l'opération « Togo Propre » a été revisitée sous différents axes après la présentation d'un petit exposé bilan ayant permis d'apprécier son organisation et son déroulement après onze mois d'activités à Lomé. Il a été question de voir au niveau des stratégies de mobilisation et de communication, la logistique utilisée, la sécurité qui encadre l'évènement et surtout la coordination qu'est ce qui est fait et quelles sont les difficultés rencontrées. Les discussions ont permis de formuler des recommandations pour redynamiser cette opération.

D'après le chef division chargée des relations avec les médias à la direction de la Formation civique, Agano Koffi Mélagbé, le ministère de tutelle a constaté que malgré les appels répétés des dirigeants aux populations, les concitoyens peinent à intégrer, dans leurs habitudes, ce réflexe de mettre toujours au propre leur environnement immédiat. Il explique que le passé, le pays était envié dans la sous-région pour sa propreté mais l'introduction de la démocratie mal comprise a fait ressortir des comportements mettant à mal la salubrité du pays. C'est ainsi, dit-il, que le gouvernement, pour y remédier, a décrété une journée de salubrité tous les premiers samedis du mois. L'orateur a affirmé que cette journée a connu un engouement qui a été freiné avec l'arrivée de la pandémie de la Covid-19. Il a poursuivi qu'après cette crise sanitaire, suite aux instructions données pour relancer cette journée, le ministère a organisé une première table ronde qui a ressorti des actes à revoir pour que l'opération soit un succès. Après onze mois d'activités, dit-il, une deuxième table ronde a été encore organisée pour évaluer l'activité à Lomé. Pour lui, c'est faisant suite à cette dernière rencontre, qu'ils ont été instruits d'entreprendre une tournée d'échange avec les acteurs régionaux sur cette initiative.

Le secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits humains et directeur de la Formation civique, Talim Anathère, a salué la participation active des parties prenantes qui a permis, entre autres, de plancher sur la coordination à mettre en place au niveau communale, préfectorale et régionale pour savoir en temps réels ce qui se fait dans tout le pays au cours de l'opération « Togo propre ».

Le préfet de Tchaoudjo, Tchimbiandja Yendoukoa Douiti a proposé que le ministère de tutelle fasse des démarches auprès de celui en charge de l'Administration territoriale

pour que le respect de l'opération « Togo Propre » soit un critère parmi ceux qu'on considère pour attribuer le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT).

Cette table ronde a regroupé les maires ou leurs représentants des quatre communes de Tchaoudjo et leurs services techniques ainsi que les structures impliquées dans l'environnement et la citoyenneté. Après Dapaong et Kara, Sokodé est la troisième étape de cette tournée régionale d'échanges qui se poursuivra dans les autres chefs-lieux de région. ATOP/MEK/BV

KOZAH :

LES ACTEURS IMPLIQUES PLANCHENT SUR LA DYNAMISATION DE L'ACTIVITE



Les participants

renforcer son impact sur le terrain.

Les échanges ont porté sur des axes stratégiques visant à faire de l'opération Togo propre, une dynamique durable et partagée dans la région en particulier et sur l'ensemble du territoire national en général. Ces axes sont notamment la mobilisation des acteurs dont les principaux sont les populations de chaque commune, les agents des ministères, les membres des Organisations de la société civile (OSC), Volontaires d'engagement citoyen (VEC) ; la stratégie de mobilisation (communiqués du gouvernement, partage d'informations sur les plateformes digitales, identification des sites par les communes).

Les participants ont également abordé d'autres axes, entre autres, la nature des activités (désherbage, curage des caniveaux, nettoyage et enlèvement des ordures et dépotoirs sauvages) ; et la logistique (mise à disposition du matériel de travail par la direction de la formation civique, l'ANASAP, communes, OSC). Ils ont, aussi, fait des propositions concernant la révision de la stratégie de communication avant, pendant et après l'activité ; la coordination de l'opération et la sécurité des participants.

Le chef division des relations médias à la direction de la formation civique, Agano Koffi Méléagbé a fait savoir qu'à la lumière des expériences passées et observations, chaque citoyen est invité à s'engager davantage autour de l'opération Togo-propre.

Le secrétaire général du ministère de la Justice et des droits de l'Homme, Talim Assirimba Anathère a souligné que ce rendez-vous bilan permet de réajuster le tir et de mobiliser davantage les citoyens pour un impact plus significatif.

Le préfet de la Kozah, Col. Bonfo Faré a rappelé que ces réflexions autour de l'opération Togo propre, constituent un garant de la qualité de vie et de bien-être des

Kara, 27 fév. (ATOP) - Les acteurs locaux de la région de la Kara, impliqués dans l'opération Togo propre, ont échangé sur la bonne marche des activités dans la région, et adopté de nouvelles stratégies, le mercredi 25 février à Kara.

L'initiative, portée par le ministère de la Justice et des droits de l'Homme, a pour but d'évaluer la mise en œuvre de l'opération au niveau régional, dix mois après sa relance ; d'identifier les contraintes et de définir de nouvelles stratégies pour



La séance d'échanges

citoyens. Il a indiqué que cette rencontre permet de porter un regard croisé sur les enjeux multidimensionnels de cette opération en dépit de son importance.

L'opération Togo propre a été lancée en 2014 par le gouvernement togolais et suspendue en 2019 pour cause de COVID19, avant d'être relancée en avril 2025.

ATOP/SG/TAL/BA

25 COOPÉRATIVES DES SAVANES DOTÉES DE MATÉRIELS DE TRAVAIL



Une bénéficiaires reçoit son matériel

bâches imperméables, de brouettes, d'un pulvérisateur à dos manuel, d'un mini-frigo et d'une boîte isotherme pour la conservation de produits vétérinaires, de houes et de matériel de fabrication de savons, entre autres.

Ce don est offert par Handicap international en collaboration avec la Fédération togolaise des associations de personnes handicapées (FETAPH) dans le cadre du projet « Inclusion économique », et l'appui financier de la GIZ. Le but est de redynamiser ces coopératives, en vue de renforcer leur autonomie et leur productivité. Il est question de favoriser l'inclusion réelle et durable des personnes handicapées, des femmes et des jeunes, tout en contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le premier adjoint au maire de la commune Tône 1, Flindjo Kossi a exprimé sa gratitude à Handicap international et ses partenaires pour cette initiative. « En leur offrant ces kits adaptés, vous leur donnez les moyens de produire davantage, de s'organiser mieux et de participer activement à la construction d'un avenir prospère et équitable », a-t-il dit. M. Flindjo a réitéré l'engagement de la mairie à soutenir toutes les initiatives qui favorisent l'inclusion, la cohésion sociale et le développement économique local.

Le responsable zone nord-Togo de Handicap international, Dr. Marius Sama-Tchindo a remercié les partenaires pour leur engagement constant. Il a fait savoir que ces kits permettront d'améliorer la production, de soutenir l'entreprenariat collectif et de garantir une inclusion réelle des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la directrice exécutive de l'Association des femmes et filles handicapées vaillantes des Savanes (A2FHV-S), Mme Françoise Dogomangue et du directeur de programme de l'Association des personnes handicapées motivées de Tône, Tchirktema Damobe, relais de la FETAPH.

ATOP/TKA/JK/MD

Dapaong, 27 fév. (ATOP) – 25 coopératives spécialisées dans l'agriculture, l'élevage de volaille, la transformation des produits agricoles, le maraîchage et la production de savon, des préfectures de Tône, Cinkassé et Tandjouaré dans la région des Savanes ont bénéficié de matériels de travail, le mercredi 25 février à Dapaong.

Le lot de matériels est composé de bassines et marmites en aluminium, de fourneaux, de tonneaux en plastique, de



Des bénéficiaires et des autorités locales

ANIÉ/TRAITE ET TRAFIC DES ENFANTS : **DES ACTEURS LOCAUX OUTILLÉS POUR UNE LUTTE EFFICACE CONTRE CE FLEAU**



Vue partielle des participants

dévastateurs de ce fléau.

Au cours de la séance, l'assistance a bénéficié de deux communications. La première a concerné la présentation de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes (CNLTP), la traite et trafic illicite des migrants. Elle a été présentée par Dr Kondoh Kandalé, président de ladite commission et directeur général de la protection de l'Enfance. La seconde intervention, animée par le magistrat Toitre Labékoua, 1er vice-président de la commission, a permis d'approfondir les missions de la CNLTP. L'accent a été mis sur le cadre juridique togolais, les stratégies de prévention, ainsi que les procédures d'identification et d'assistance aux victimes.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Anié, Palé Simbayé a relevé que cette sensibilisation vise à renforcer les capacités contre ce fléau qui affecte les enfants et la société. Il a indiqué que les enfants surtout en milieu rural sont victimes de traites internes et transfrontalières. M. Palé a exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé et son gouvernement et l'ensemble des acteurs impliqués dans cette action. « La traite des enfants est un déni de leurs droits, une négation de leurs libertés et de leurs dignités en temps qu'être humain. Nous devons agir ensemble pour mettre fin à ces pratiques inacceptables », a-t-il conclu.

Le représentant du secrétaire permanent de la cellule CEDEAO-UEMOA, M. Lagnié Babimlé Kpadja a fait savoir que la traite des enfants commence souvent par une fausse promesse, pourtant la réalité est bien plus sombre. Il a souligné que derrière les mots « opportunités » ou « placement » se cachent parfois les pires formes d'exploitation, entre autres, les travaux forcés dans les champs, les mines ou pire l'exploitation sexuelle. Selon M. Lagnié, le rôle de chaque acteur est crucial notamment dénoncer les recruteurs suspects. Il a signifié que c'est la mobilisation des forces vives qui assurera la pérennité des communautés et préservera l'avenir de la jeunesse des effets néfastes de la traite. « La pauvreté ne doit pas être une excuse pour livrer les enfants à des criminels » a-t-il martelé.

ATOP/KV/KKT/SED



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

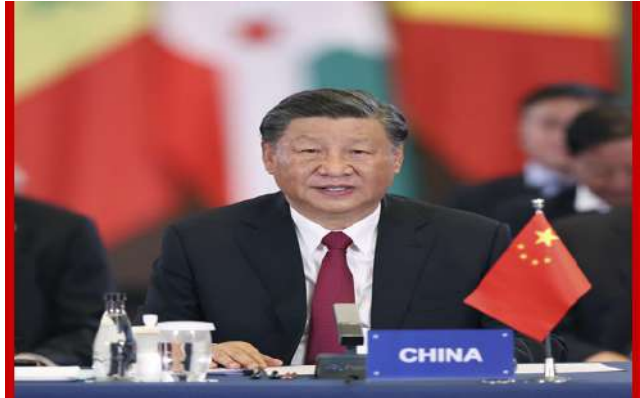
www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

XI JINPING ADRESSE UN MESSAGE DE FÉLICITATIONS A JOAO LOURENÇO, AU 39E SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Lomé, 27 fév. (ATOP) - Le président chinois Xi Jinping a adressé le samedi 21 février, un message de félicitations à Joao Lourenço, président de l'Angola qui assure la présidence tournante de l'Union africaine (UA), ainsi qu'à Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA, pour féliciter chaleureusement les pays et les peuples africains pour le 39e sommet de l'UA, tenue les 14 et 15 février à Addis-Abéba, en Ethiopie.



Le président chinois Xi Jinping

M. Xi a indiqué que le monde d'aujourd'hui connaît des changements accélérés d'une ampleur rarement vue depuis un siècle et que la force du Sud global s'est considérablement accrue. Il a rappelé qu'au cours de l'année écoulée, l'UA a maintenu son unité et a conduit les pays africains à promouvoir activement le processus d'intégration, défendant résolument les droits et intérêts légitimes de l'Afrique, tandis que son statut et son influence sur la scène internationale ont continué de croître.

Le président chinois a souligné que dans un paysage international marqué par un mélange de turbulences et de transformations, la Chine est fermement engagée à maintenir la paix mondiale, à faire progresser le développement commun et à promouvoir la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. M. Xi a rassuré qu'à compter du premier mai 2026, son pays appliquera pleinement un traitement à zéro droit de douane à tous les pays africains avec lesquels il entretient des relations diplomatiques. Parallèlement, la Chine continuera à faire progresser la négociation et la signature des accords de partenariat économique pour le développement partagé, et à élargir davantage l'accès des exportations africaines en sa destination en améliorant le "canal vert", entre autres mesures, a-t-il ajouté.

Le président chinois a estimé que ces nouvelles mesures prises par son pays pour étendre son ouverture de haut niveau offriraient certainement de nouvelles possibilités pour le développement de l'Afrique, ainsi que pour la poursuite conjointe du rêve de modernisation. M. Xi a mentionné que depuis le début des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique il y a 70 ans, les deux parties ont toujours avancé côte à côte en bravant vents et tempêtes sur le même bateau. Il a affirmé que son pays, la Chine était prête à travailler avec l'Afrique pour perpétuer leur amitié historique, approfondir leur coopération mutuellement bénéfique, renforcer leur compréhension et leur affection mutuelles, et écrire ensemble un nouveau chapitre d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle.

ATOP/Ministère des affaires étrangères de Chine



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



LA COTE D'IVOIRE ENTEND PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION VERTE ET COMPETITIVE, SELON DES EXPERTS IVOIRIENS

Abidjan, (Xinhua) - Des experts et responsables ivoiriens ont réaffirmé jeudi 27 février à Abidjan la volonté de leur pays de favoriser une industrialisation à la fois verte et compétitive.

S'exprimant à l'occasion de la signature d'un protocole d'accord, la directrice du Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), Solange Amichia, a souligné la nécessité pour le pays d'encourager des investissements conformes aux normes environnementales et inscrits dans une dynamique de développement industriel durable.

"L'accord conclu avec le Centre ivoirien anti-pollution (CIAPOL) vise à instaurer un cadre sécurisé, transparent et responsable, permettant aux projets industriels de se développer dans le strict respect des normes environnementales nationales", a-t-elle expliqué.

Mme Amichia a ajouté que le CEPICI continuerait d'assumer son rôle de moteur de l'attractivité économique, en intégrant pleinement les enjeux environnementaux dans l'accompagnement des investisseurs. "Nous devons bâtir une Côte d'Ivoire industrialisée, compétitive et respectueuse de l'environnement", a-t-elle insisté.

De son côté, le directeur du CIAPOL, Bernard Ossey Yapo, a mis en avant la nécessité d'établir des passerelles solides entre la régulation environnementale et la dynamique de l'investissement.

"Le développement économique ne peut être dissocié de la préservation de l'environnement", a-t-il rappelé.

La Côte d'Ivoire a engagé ces dernières années plusieurs initiatives en faveur de la promotion des investissements et de la protection de l'environnement, avec l'appui de partenaires stratégiques.

Xinhua

SENEGAL :

LANCEMENT DU PREMIER APPEL PUBLIC A L'EPARGNE DE 2026 POUR 200 MILLIARDS DE FCFA

Dakar, (Xinhua) - Le ministère sénégalais des Finances et du Budget (MFB) a annoncé jeudi 26 février le lancement de son premier appel public à l'épargne (APE) de l'année, portant sur une émission obligataire de l'Etat du Sénégal d'un montant cible de 200 milliards de francs CFA.

Cette opération, arrangée par la société de gestion et d'intermédiation Invictus Capital & Finance, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme et du Plan de financement de l'Etat pour l'année 2026, précise le MFB.

Elle contribue également à l'approfondissement du marché financier sous-régional, ajoute-t-il, indiquant que la période de souscription est fixée du 26 février au 19 mars 2026.

"Les ressources mobilisées contribueront au financement des besoins budgétaires de l'Etat pour l'exercice 2026, conformément à l'autorisation parlementaire prévue par la Loi de finances initiale, et à l'accompagnement des priorités économiques et sociales inscrites dans l'agenda national de transformation", souligne le ministère.

Xinhua

TUNISIE :

PLUS D'UN MILLIER DE MIGRANTS IRREGULIERS RAPATRIES DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE

Tunis, (Xinhua) - L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué jeudi 26 février que, depuis le début de l'année 2026, un total de 1.182 personnes en situation irrégulière ont été rapatriées de Tunisie dans le cadre de son programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR).

Dans un communiqué, l'OIM Tunisie a précisé avoir organisé deux vols charters les 24 et 25 février, rapatriant respectivement 164 Guinéens et 145 Ivoiriens. Ces opérations portent à 1.182 le nombre total de personnes rapatriées de la Tunisie depuis le premier janvier.

La Tunisie compte parmi les principaux points de départ pour des migrants qui cherchent à se rendre en Europe. Grâce au programme d'AVRR, sous l'égide de l'Union européenne, l'OIM Tunisie a facilité le retour de 8.853 migrants vers leurs pays d'origine en 2025.Xinhua



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

CAF – UFOA B : UNE SESSION DE FORMATION DES COORDINATEURS GENERAUX A PORTO NOVO :

QUATRE TOGOLAIS Y ONT PARTICIPE

Lomé, 27 fév. (ATOP) – L'Union des fédérations ouest-africaines de football – Zone B (UFOA B) a organisé, à Porto-Novo du 25 au 26 février 2026, une session de formation des coordinateurs généraux de la zone Afrique de l'Ouest de la Confédération africaine de football.

Cette session intervient en prélude aux compétitions programmées pour 2026. L'UFOA B entend assurer une qualité organisationnelle optimale des différentes compétitions prévues en 2026, notamment les tournois U-20 Garçons, U-17 Garçons, U-17 Filles, les qualifications de la Ligue des champions féminine, le championnat scolaire U-15. L'instance zonale fait alors de la qualité du capital humain un des leviers du développement du football dans son ressort d'intervention, en rapport avec l'engagement et la vision de la Confédération africaine de football.

Une formation assurée par une expertise reconnue

La session est animée par Moustapha Slaoui, reconnu comme l'un des meilleurs formateurs de la Confédération africaine de football (CAF). Son expertise et son expérience constituent un atout majeur pour garantir un contenu pédagogique de haut niveau, en phase avec les exigences continentales.

Une représentation togolaise équilibrée

Les participants sont composés entre autres d'anciens secrétaires généraux de fédérations, d'anciens footballeurs et des commissaires de matchs. Parmi eux figurent quatre Togolais. La délégation est composée de deux hommes (Hervé Tété Agbodan et

Yao Yves Galley) et deux femmes (Moussa Cherifa et Patchidi Merveille) pour renforcer les compétences organisationnelles nécessaires à la bonne conduite des compétitions régionales.

A la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire général de la Fédération béninoise de football, Claude Paqui, a exprimé la fierté du Bénin d'abriter une formation d'une telle envergure. Il a souligné que l'institution « se porte mieux qu'auparavant » et que « L'avenir est promoteur ». Philippe Tchere, Directeur exécutif de l'UFOA B

De son côté le Directeur exécutif de l'UFOA B, M. Philippe Tchere a mis en avant les innovations introduites depuis son arrivée afin de renforcer la visibilité et l'impact institutionnel de l'UFOA B.

A travers ses sessions de formation, l'UFOA B compte consolider les fondements administratif, logistique et technique de ses compétitions, en vue de garantir leur crédibilité et leur rayonnement. ATOP (Cellule de communication FTF)

BASSAR / DEMARRAGE DU CHAMPIONNAT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE :
BELLE ENTAME DU LYCEE BASSAR (3-0)

Bassar, 27 fév. (ATOP) - Le championnat scolaire et universitaire a été officiellement lancé le mercredi 25 février sur le terrain de l'Institut Arnold Johnson (IAJ) dans la commune de Bassar 1. Le lycée Technique de Bassar courbe l'échine le Lycée Bassar sur un score de 0 – 3 à l'ouverture de la compétition.



Les officiels suivant...



...le match

Très tôt, (5^{ème} minute), le joueur Naboudja Napo du lycée Bassar inscrit le premier but sur une légère frappe dans la surface de réparation. L'équipe du lycée technique, piquée au vif, change de tactique, mais n'a pu revenir au score jusqu'à la pause (1 – 0).

Au retour des vestiaires, le lycée de Bassar accentue la pression et double la mise à la 53^{ème} mn, sur une autre frappe de Nouwodja Koffi (2-0). Très offensif, le lycée de Bassar aggrave le score sur un penalty grâce à Sokpor Koffi (90 + 1), confirmant une large victoire de son équipe (3-0). Toutes les tentatives du lycée technique sont restées vaines jusqu'au coup du sifflet final.

Ce championnat est initié dans le but de promouvoir la cohésion éducative entre les élèves sportifs, de promouvoir le sport et la compétition saine entre les établissements scolaires et universitaires de la commune Bassar 1. C'est également pour permettre aux jeunes de se divertir et de développer leurs talents.

Le représentant du préfet, Aradjo Hoba Bako qui avait donné le coup d'envoi protocolaire, a invité les joueurs à être faire play et a convié les arbitres à l'impartialité pour garantir une bonne compétition.

Le chef d'inspection sport et loisirs de Bassar, Tchacondo Moukaila a témoigné sa gratitude au ministère du Sport qui, chaque année scolaire, permet aux jeunes élèves d'exprimer leurs talents et aussi de dénicher les meilleurs talents. « Ce tournoi scolaire et universitaire crée entre vous une cohésion sportive, donc vous êtes les stars du ballon

rond de demain », a-t-il lancé à leur endroit avant de les exhorter à offrir un bon jeu de football au public.

Mamah Abdoul-Fatou, conseiller municipal de la mairie Bassar 1, représentant le maire a remercié les promoteurs et exhorté les jeunes joueurs au dévouement et à la bravoure, souhaitant que le meilleur gagne. ATOP / LK / TAL/AR/GKM

DANKPEN/ TOURNOI INTERCOMMUNAL SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION:
RENOUVEAU FC DE BASSAR 1 S'EST ADJUGE LE TROPHEE

Guérin-Kouka, 26 fév. (ATOP) –

L'équipe Renouveau FC de la commune Bassar 1 a remporté la finale du tournoi intercommunal de football masculin sur la lutte contre la corruption, le mercredi 25 février sur le terrain de la ville de Guérin-Kouka, chef-lieu de la commune. Elle a battu N'Lompine FC de Dankpen 1 par un score étriqué de 1-0.

La finale s'est disputée en 2 x 20 minutes. Après une première période soldée par un score nul 0–0, les joueurs de Renouveau FC ont forcé le verrou adverse au retour des vestiaires, en inscrivant l'unique but de la rencontre dans les derniers instants du match. En petite finale, Bassar FC a dominé Namon FC par 3 but à 0 pour s'offrir la troisième place. Outre le trophée, les quatre meilleures formations ont reçu chacune un jeu de maillots et un ballon.



Remise de trophée à l'équipe Renouveau FC de Bassar


Cette compétition est une initiative de l'Association centre pyramide pour la paix et la gouvernance (C2PG), en collaboration avec la Haute autorité de la prévention et la lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) avec l'appui financier de la coopération allemande (GIZ). Le tournoi s'inscrit dans le projet « Promotion de l'engagement local des jeunes pour le renforcement de la lutte contre la corruption dans le grand Bassar », volet du programme «Pilier inclusion jeunesse» (PIJ). Il couvre sept communes des préfectures de Bassar et de Dankpen, notamment des communes Bassar 1, 2, 3 et 4 ainsi que celles de Dankpen 1, 2 et 3.

Ce tournoi a pour but de sensibiliser les communautés de Bassar et de Dankpen sur les enjeux de la lutte contre la corruption afin de partager les informations utiles sur les actes de corruption et infractions assimilées dans la gestion des affaires publiques au niveau local.

Le chargé de suivi de projets de l'association C2PG, M. Kpodar Folly, a indiqué que la lutte contre la corruption est très importante et permet de redonner la confiance aux citoyens, de renforcer l'état de droit, de stimuler l'économie de manière durable et de réduire les inégalités sociales.

Les autorités administratives, traditionnelles locales des deux préfectures ont pris part à cette compétition. ATOP/BN/SED/GKM

REPUBLIQUE TOGOLAISE


Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

35, Rue des Médias – 2327 – Tél. (+228) 22-21-25-07/ 90-15-36-32
E-mail: contact@atop.tg/ Facebook/Twitter: @atopTG
Site web: www.atop.tg

Directeur de publication
EYEBIYI Kokouvi Adéyèmi

Rédacteur en chef
KOLANI Yaya Assadou

Secrétaire de Rédaction
AMEKOUVO Akouétey

Chef section Reportage
GOMEZ Kokoènè Ayaovi

Chef section Photographie
DJOKPE Koffi

Chef section des installations techniques
AGBESSI Komlavi

Copyright, ATOP. Tous droits réservés